

## REPORTAGE

# L'ancêtre patrie des Français d'Indochine



**C**Le Centre d'accueil des Français d'Indochine raconte, à Sainte-Livrade-sur-Lot, en Lot-et-Garonne, l'un des passés coloniaux de la France d'autre-mer. Après sa défaite en Indochine en 1954, la France rapatrie ses ressortissants et installe plusieurs familles dans un ancien camp militaire en 1956, où plus d'une centaine d'entre eux vivent encore. Dans ce petit Vietnam, la mémoire de ces citoyens français, ces oubliés de la République, vacille aujourd'hui sous les coups de bulldozers d'un vaste programme de réhabilitation.

**C**urieuse impression d'ailleurs... le temps est moite et chaud. Le vent secoue les feuilles d'un bananier. L'air envoie des effluves de menthe et de citronnelle. Deux mariées déambulent bras dessus, bras dessous. Elles portent la tunique et le chapeau chinois. Leur pas est lent sur le bitume qui mène au « Mékong ». Pas le fleuve, seulement un îlot de logements sociaux, à l'architecture vaguement orientale, qu'un projet de réhabilitation fait sortir de terre, ici et là, depuis deux ans pour faire disparaître les alignements de vieilles baraqués décrépites. La plus petite des deux chique une boulette verte à l'apparence herbeuse. Le bétel se balade au milieu de dents rouges par la chaux.

Son visage n'est pas d'ici: teint mat, peau parcheminée, yeux bridés. Sa langue est inconnue. Quelques mots se détachent en français, déformés par une intonation et un accent venus d'ailleurs.

Bienvenue au Cafi. Le Centre d'accueil des Français d'Indochine se révèle tel qu'il est. Une curieuse cité perdue au milieu des champs. Une relique d'Indochine, plantée au cœur du Lot-et-Garonne, au lieu-dit Moulin du Lot. Un territoire oublié de la République, qui vit encore mais agonise. Les enfants devenus grands y reviennent, un peu comme des pèlerins. Des retraités, des fils et des filles guidés par le dévouement familial pour accompagner les derniers jours de leur mère ou pour bricoler le confort vétuste des baraquements.

La cité abrite une communauté eurasienne débarquée là, un jour d'hiver glacial, après la défaite française en Indochine en 1954: 1200 personnes, dont 740 enfants. La France veut protéger ses ressortissants des représailles du Viêt-ninh. Des citoyens français, pour la plupart mères, des couples mixtes, des concubines et des veuves vietnamiennes et leur progéniture, témoins du passé colonial de la France dans les comptoirs des Indes et en Indochine française. Les familles s'installent dans les cales des bateaux ou sur les ponts des trois rivières classes avec, pour seul bagage, une valise où s'amorcèrent à la va-vite leur identité, française, et leur culture, vietnamienne. Direction Marseille, puis les camps du Canner-des-Maures dans le Var, Notre-Dame-de-l'Ostier en Isère, Noyant dans l'Ailler ou Bias en Lot-et-Garonne, avant d'arriver à Sainte-Livrade-sur-Lot. L'armée, la nuit, le froid et la boue accueillent les « Chinoisverts » comme les appellent alors les Livradois, car ils sont employés principalement comme main-d'œuvre agricole.

d'une banale opération urbaine. La démolition, envisagée un temps, a été évitée grâce à la mobilisation de la deuxième génération de ces Français d'Indochine au profit d'une réhabilitation et d'une reconstruction concertée du camp. Mais sa « requalification » en quartier résidentiel suscite à nouveau l'émotion des rapatriés qui craignent de vivre un autre déracinement, de voir leurs traditions bousculées.

« Pourquoi ne laisse-t-on pas nos mémories finir leurs jours en paix dans leur appartement ? La plus jeune a 80 ans, et elles sont ici chez elles, interroge Hélène Mutots, une résidente du camp, arrivée au Cafi à l'âge de 10 ans. C'est dommage. Les nouvelles maisons auraient dû être construites il y a trente ans. » Il est aussi, et surtout, question de mémoire. Un comité scientifique planche d'ailleurs sur un lieu, intégré au site, qui rappellerait l'histoire des rapatriés. Le sujet est sensible. « Nous demandons la justice, ce lieu de mémoire ne peut pas se faire sans les résidents ni les associations », explique Daniel Frêche, l'un des piliers de la Coordination des Eurasiens de Paris avec Nina Simounetty. « Nous sommes là pour défendre les gens du Cafi, pour ne pas subir à nouveau l'oubli. » Message à la France, car ici, tout le monde connaît le Cafi : « Le petit Vietnam » pour ceux de l'intérieur, « le camp des Indochinois » pour ceux de l'extérieur.

La cité abrite une communauté eurasienne débarquée là, un jour d'hiver glacial, après la défaite française en Indochine en 1954: 1200 personnes, dont 740 enfants. La France veut protéger ses ressortissants des représailles du Viêt-ninh. Des citoyens français, pour la plupart mères, des couples mixtes, des concubines et des veuves vietnamiennes et leur progéniture, témoins du passé colonial de la France dans les comptoirs des Indes et en Indochine française. Les familles s'installent dans les cales des bateaux ou sur les ponts des trois rivières classes avec, pour seul bagage, une valise où s'amorcèrent à la va-vite leur identité, française, et leur culture, vietnamienne. Direction Marseille, puis les camps du Canner-des-Maures dans le Var, Notre-Dame-de-l'Ostier en Isère, Noyant dans l'Ailler ou Bias en Lot-et-Garonne, avant d'arriver à Sainte-Livrade-sur-Lot. L'armée, la nuit, le froid et la boue accueillent les « Chinoisverts » comme les appellent alors les Livradois, car ils sont employés principalement comme main-d'œuvre agricole.

## « MA TRISTESSE ÉTAIT GRANDE, MAIS JE L'AI NOURRI ENFOUIE: IL FAILLAIT NOS ENFANTS » LÊ NGOC VUONG CAZES

### Mémoire en chantier

Ils retrouvent ceux qui n'ont pas les moyens de s'installer ailleurs: veuves, personnes au chômage, malades, handicapés. Les conversations remuent le passé et racontent la brutalité de vies déracinées. « On a pris quelques vêtements, c'est tout, et on est arrivé ici, dans ce camp militaire qui n'était pas adapté pour accueillir des rapatriés. Ma tristesse était grande, mais je l'ai enfouie: il fallait nourrir et offrir à nos enfants les conditions de leur réussite future, une éducation, des valeurs. Le quotidien a pris le dessus: le travail dans les champs ou à la conserverie pour gagner un peu d'argent... » raconte Lê Ngoc Vuong Cazes, l'une des doyennes du camp, du haut de ses 90 ans.

Cette mémoire, oubliée jusqu'alors et sinistre, resurgit. Encore.

Car le Cafi a bien fallu disparaître, purement et simplement;

ses témoins, son identité et son patrimoine passés au dissolvant



Les enfants du Cafi - ici, Claudine Gazez, l'une des filles de la doyenne du camp - ne rentent pas leurs racines qui se racontent jusqu'en cuisine.



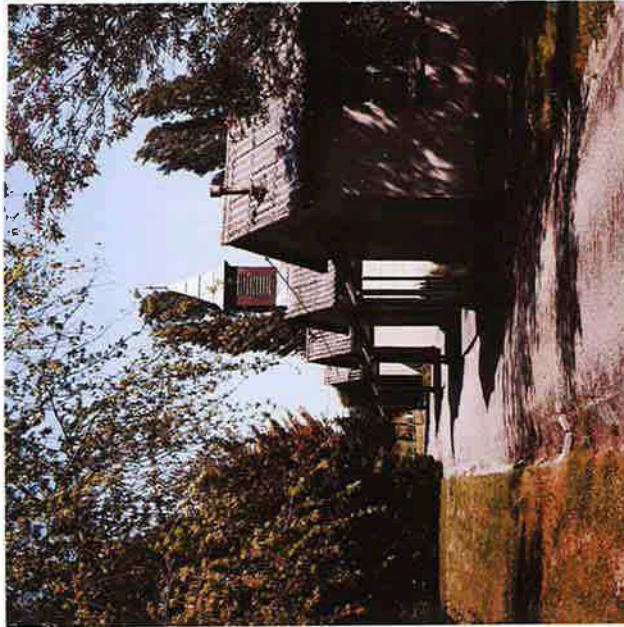
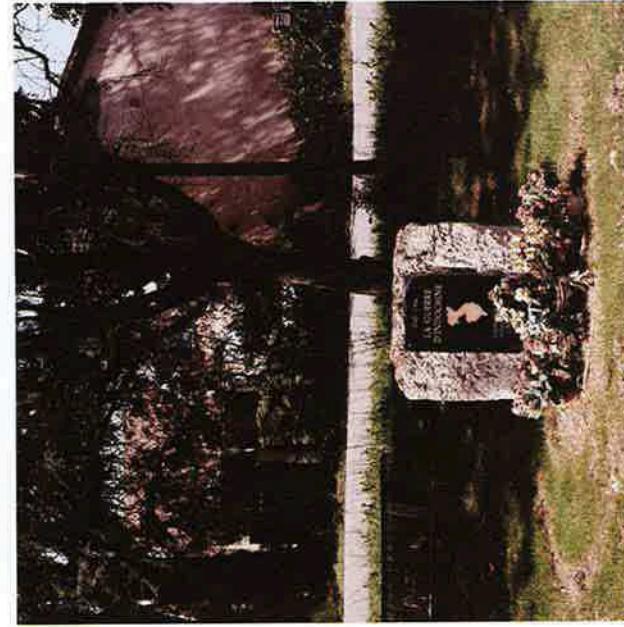
Les baraquements, constitués de deux, trois ou quatre pièces, offrent un confort très militaire : murs de brique, planchers posés à même le sol, plafonds en carton, paillasses ; un poêle à bois qu'aucune famille ne sait allumer et des ustensiles soigneusement inventoriés. Pas de toilettes, pas de douches, pas d'eau chaude, pas d'intimité. « C'était vraiment la misère, se souvient Hélène Mutos. On avait très froid en hiver, trop chaud en été. Les puces et les cafards étaient nos amis. On avait faim aussi. » Le Vietnam est loin, si proche à la fois. L'exil n'est pas synonyme d'abandon. « Tatas » et « tontons », ces mères et pères devenus « mémés » et « pépés » avec l'âge, quittent leur terre, mais pas leur mode de vie. C'est tout ce qu'il leur reste et ce à quoi ils s'accrochent.

La majorité des familles est catholique. Le Cafi leur offre un prêtre, ramené comme elles du Vietnam, une église sans clocheton, des messes et le baptême comme certificat de bonne nationalité. D'autres sont bouddhistes. Les femmes érigent dans un coin de leur logement des autels dédiés aux ancêtres. Certaines sont des adeptes du Lèn Dong ou culte des Quatre Palais : un rite essentiellement féminin, fondé sur la « possession » – un genre de transe où le médium est habité par un génie –, très populaire au nord du Vietnam. Elles en perpétuent la pratique et reconstruisent des pagodons (de petits autels) en cachette, avec les moyens du bord, avant que l'administration ne mette un bâtiment à leur disposition dans l'enceinte du camp. Le riz, les graines de légumes et d'aromates font aussi le voyage : « Parce que

*nos mères ne savaient pas trop bien ce qu'il y aurait à manager», se remémore Robert Leroy, arrivé au Cafi à l'âge de 7 ou 8 ans. Les plantes poussent dans des carrés de terre ou des pots à fleurs avant d'envahir les cuisines où se préparent des recettes vietnamiennes que l'on déguste entre voisins ou attablés Chez Gontran. La boutique, propriété historique de la famille, abrite, le midi, un restaurant où se côtoient Européens et régionaux en quête d'ailleurs. Les plats et les paroles s'échangent dans un patois propre au Cafi.*

### Français... inassimilables

Les enfants rient, comme pour chasser les ombres du passé. « On était heureux parce qu'on était ensemble. On avait notre école primaire, notre assistante sociale, notre église, notre pagode... C'était notre village à nous, même si on avait peu de choses et peu d'argent, explique Daniel Frêche. On pensait que c'était ça le bonheur alors que non, en fait, ce n'était pas normal... » Ils y reviennent tous cependant : leur seul « pays », c'est le Cafi. Tant qu'ils le pourront et tant que les « mémés » vivront, ils retourneront sur leur terre : « C'est là où se trouvent nos racines. Les seules qui restent à nos mères après leur départ du Vietnam. Les seules que nous avons, car nos vies, la mienne notamment, ont démarré ici », témoigne André Forget, dont le mandat de conseiller municipal à Sainte-Livrade-sur-Lot résonne comme une revanche. Certains ont réussi et d'autres moins. Tous sont cependant le fruit au goût amer d'une histoire, celle de la



DE GAUCHE À DROITE ET DE HAUT EN BAS : l'église du camp. Hélène Mutos chez elle. Chez Contran, la boutique historique du Cafi. Une petite stèle, dans les espaces verts de la cité, rappelle l'histoire des rapatriés d'Indochine à Sainte-Livrade-sur-Lot.

France coloniale. Enfermés à par leur propre patrie et relégués au rang de citoyens de seconde zone, les rapatriés d'Indochine font partie des oubliés de la République : « Mes papiers indiquent que je suis rapatriée, mais je ne bénéficie pas du statut tel qu'il est défini dans la loi de 1961... Comme tous les autres ici, contrairement aux rapatriés d'Algérie et d'outre-mer. On est Français, pourtant, ni plus ni moins, mais c'est comme si on était inassimilables », explique Nina Sinnouretty. Si aujourd'hui l'État, la région, le département et la commune s'engagent dans la réhabilitation du camp, y compris en

ouvrant l'accès d'une partie des nouveaux logements à des acquéreurs extérieurs, l'avancée des bulldozers n'adoucit pas l'amertume des Français d'Indochine à Sainte-Livrade-sur-Lot. « Il n'existe pas de mémoire sans racine », leur certifiait le préfet du Lot-et-Garonne, Marc Burg. « Ce qui me rattachait à la France, à Sainte-Livrade-sur-Lot, c'était le Cafi, explique Cécile Cazes, qui a grandi dans le camp, mais n'y habite plus. Aujourd'hui, ils sont en train de le démolir... »

Ève SCHOLTÈS - Photos : Guillaume RIVIÈRE pour Causette